



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



CIHEAM
Centre International de Hautes Études
Agronomiques Méditerranéennes



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



PRIMA
PARTNERSHIP FOR RESEARCH AND INNOVATION
IN THE MEDITERRANEAN AREA

CROISSANCE VERTE: STRATÉGIES ET ACTIONS POUR ASSURER LA MISE EN PLACE DE SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DURABLES DANS LA RÉGION MÉDITERRANÉE

RÉSULTATS DU WEBINAIRE

MESSAGES PRINCIPAUX

- Selon les projections, la population méditerranéenne devrait atteindre 550 millions à l'horizon 2050¹, ce qui exercera à terme des pressions supplémentaires sur les systèmes agroalimentaires. En l'absence de **transition vers des approches plus systémiques et holistiques intégrant des pratiques durables**, les denrées alimentaires pourraient coûter de plus en plus cher, être de moins en moins sûres, exacerber les inégalités sociales et économiques et détériorer encore davantage l'environnement.
- Les **innovations organisationnelles**, qui offrent aux populations rurales et marginalisées un accès au savoir et les représentent, et les **innovations numériques** permettent d'accélérer l'adoption de pratiques agroalimentaires durables.
- Les **innovations financières favorisent elles aussi le recours à des pratiques agroalimentaires durables**. L'agriculture carbonée, par exemple, est un modèle commercial prometteur qui encourage les pratiques agricoles plus écologiques, dans le cadre duquel les paysans perçoivent une compensation financière lorsqu'ils adoptent des pratiques qui réduisent les émissions, améliorent la santé des sols et protègent la biodiversité, par exemple l'agriculture régénératrice.
- La transformation du système agroalimentaire et sa capacité à s'adapter aux défis que représentent la crise climatique et environnementale et les menaces pour la sécurité alimentaire passent par l'**obtention des fonds nécessaires et l'instauration d'un environnement politique favorable**. Les politiques gouvernementales sont essentielles pour attirer des investissements durables de la part du secteur privé et des institutions financières.
- **La recherche, la formation et le développement des compétences sont des outils indispensables pour mobiliser des jeunes en âge de travailler** dans le cadre de nouvelles opportunités d'emploi et de formation qui accélèrent réellement la transformation des systèmes agroalimentaires et la réalisation d'une croissance verte.
- Les **plateformes pluripartites** sont essentielles pour encourager les approches collaboratives et intégrées de l'innovation et de la recherche visant à assurer la transformation durable des systèmes agroalimentaires.

INTERVENANTS ET INTERVENANTES

Modération:



Antonella Autino

Coordinatrice de projets, Fondation, [PRIMA](#)



Yasmine Seghirate El Guerrab

Administratrice, [CIHEAM](#)



Nora Ourabah Haddad

Représentante de la FAO au Liban, [FAO](#)



Joan Colón Jordá

Chef de l'Unité pour la comptabilité et l'optimisation de la durabilité, [Centre technologique BETA](#) de l'UVIC-UCC



Bernard Ader

Vice-Président, Comité des organisations professionnelles agricoles — Confédération générale des coopératives agricoles ([COPA COGECA](#)) et Président, Conseil national pour la résilience alimentaire ([CNRA France](#))



Nada AlFreihat

Cheffe de la section des organisations, Direction des accords et de la coopération internationale, [Ministère de l'agriculture de Jordanie](#)



Madhi Khomsy

Coordinateur de projet, [BusinessMED](#)



Ebru Edin

Présidente, Conseil des entreprises pour le développement durable Türkiye, ([SKD Türkiye](#))

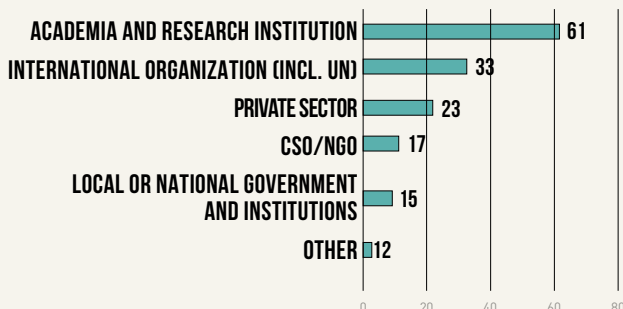


Giuseppe Provenzano

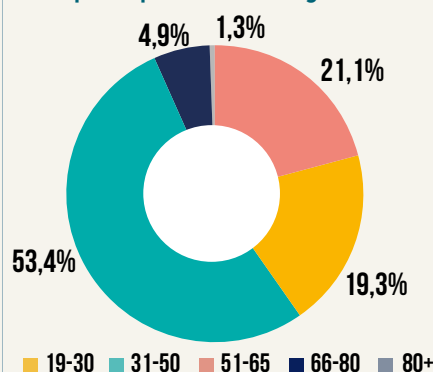
Chef de projets, Division de l'enseignement supérieur et de la recherche, Union pour la Méditerranée ([UfM](#))

Statistiques de participation | 161 participants de 30 pays. Parmi lesquels 135 participants de 15 pays méditerranéens.

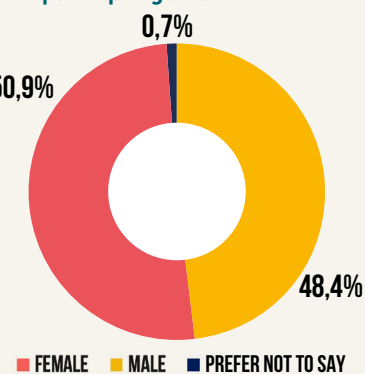
Nombre de participants par groupe de parties prenantes



Participants par tranche d'âge



Participants par genre



PRÉSENTATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES ÉCOLOGIQUES ET DE LEURS AVANTAGES

Les discours liminaires ont posé le contexte technique de ce webinaire, en présentant les systèmes agroalimentaires écologiques et en illustrant leurs propos par l'exemple du Liban. Ils ont été prononcés par :



Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM)

représenté par Mme Yasmine Seghirate El Guerrab,
Administratrice.

Créé en 1962, le CIHEAM est une organisation intergouvernementale méditerranéenne composée de 13 États membres (Albanie, Algérie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Türkiye). Il est constitué de quatre instituts, basés à Bari (Italie), à Chania (Grèce), à Montpellier (France) et à Saragosse (Espagne) et d'un secrétariat général basé à Paris (France). Toutes les activités du CIHEAM reposent sur une approche collaborative ascendante et visent la résolution des problèmes en lien avec les besoins spécifiques des pays. Les missions du CIHEAM s'articulent autour de quatre piliers du développement (protection de la planète, sécurité alimentaire et nutrition, développement inclusif, crises et résilience) et de 15 priorités thématiques. L'Agenda stratégique 2025 du CIHEAM et son Plan d'action visent à déployer l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations Unies dans la région méditerranéenne et dans des domaines spécifiques.

Le besoin de mettre en place des systèmes agroalimentaires durables se fait de plus en plus pressant avec la hausse constante de la demande mondiale de produits alimentaires. Selon les projections, la population méditerranéenne devrait atteindre 550 millions à l'horizon 2050², ce qui exercera à terme des pressions supplémentaires sur les systèmes agroalimentaires. En l'absence de **transition vers des approches plus systémiques et holistiques intégrant des pratiques durables**, la production alimentaire pourrait coûter de plus en plus cher, être de moins en moins sûre, exacerber les inégalités sociales et économiques et détériorer encore davantage l'environnement.

La notion de systèmes agroalimentaires écologiques a pris de l'ampleur parce que les systèmes agroalimentaires sont la première cause de détérioration de l'environnement. Ils ont également du mal à offrir des moyens de subsistance décentes, exacerbent les disparités et contribuent à l'effondrement du climat. Ils font apparaître des défis complexes et interconnectés, qui produisent des effets sur la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, et plus généralement le développement durable. Le passage à des systèmes agroalimentaires plus durables en Méditerranée nécessite des solutions systémiques et intégrées qui dépassent les simples approches monodisciplinaires.



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

représenté par Mme Nora Ourabah Haddad,
Représentante au Liban.

La FAO est l'agence des Nations Unies spécialisée dans l'alimentation et l'agriculture, qui a reçu de ses membres (194 pays et l'Union européenne) la mission de travailler à l'échelle mondiale sur tous les aspects relatifs à l'alimentation, à l'agriculture (y compris la pêche, la sylviculture et la gestion des ressources naturelles), à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le cadre du continuum aide humanitaire-développement. Au Liban, le programme de la FAO met l'accent sur la promotion du développement durable du secteur agricole, en étroite collaboration avec le Ministère de l'agriculture et d'autres ministères et parties prenantes compétents, y compris non étatiques. Plus récemment, la FAO a appuyé le mécanisme de coordination et de planification de l'aide humanitaire et de l'aide à la stabilisation au Liban dans le contexte de la crise syrienne. Le programme de la FAO repose sur trois priorités : des filières agroalimentaires durables, compétitives et inclusives pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle améliorée; une gestion durable des ressources naturelles pour des écosystèmes sains dans le contexte des changements climatiques; et une meilleure résilience des acteurs du secteur agroalimentaire dans le cadre d'une approche fondée sur les liens entre aide humanitaire, développement et paix.

L'EXEMPLE DU LIBAN

Le système agroalimentaire libanais se heurte à une multitude de difficultés, telles que les changements climatiques, la dégradation des terres, la pollution, la concurrence pour les ressources, la croissance démographique et les migrations. Par ailleurs, les crises économique, sanitaire et financière, à l'origine notamment d'une hyperinflation et d'une dévaluation monétaire, mettent à rude épreuve les différentes composantes du système alimentaire. Les chaînes d'approvisionnement du Liban sont fragmentées, informelles, peu productives, dominées par un nombre limité de fournisseurs d'intrants et bénéficient d'investissements en déclin. L'accessibilité financière des intrants agroalimentaires a diminué et conduit à une baisse des dépenses en intrants agricoles. L'accessibilité financière des aliments s'est elle aussi considérablement réduite dans le pays, en raison de la chute du pouvoir d'achat. D'autres préoccupations portant sur la qualité et la salubrité des produits, ainsi que la hausse de la malnutrition, sont également en train de devenir des questions centrales.

Dans ce contexte, la FAO élabore son tout dernier cadre de programmation par pays pour la période 2023-2027, qui repose sur trois priorités : des filières agroalimentaires durables, compétitives et inclusives pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle améliorée; une gestion durable des ressources

naturelles pour des écosystèmes sains dans le contexte des changements climatiques; et une meilleure résilience des acteurs du secteur agroalimentaire dans le cadre d'une approche fondée sur les liens entre aide humanitaire, développement et paix.

Trois approches ont été décrites comme des exemples de solutions systémiques et multisectorielles adoptées par la FAO au Liban. Tout d'abord, **l'approche agrosylvopastorale intégrée place la restauration environnementale et le relèvement économique au cœur de la transformation du système agroalimentaire.**

En recherchant l'équilibre entre la restauration des services écosystémiques et les fonctions productives des terres agricoles, cette approche associe renforcement des capacités et création d'emplois dans le reboisement et les pratiques agricoles climato-intelligentes; elle comprend par ailleurs des éléments relatifs à la consolidation de la paix, en renforçant la résilience de la communauté et en réduisant les tensions autour des ressources naturelles. Ensuite, les **innovations organisationnelles pour le développement rural améliorent à la fois la productivité et la durabilité des systèmes agroalimentaires en assurant l'autonomisation des organisations paysannes.** Cette approche renforce les capacités techniques et organisationnelles des femmes rurales par l'intermédiaire d'écoles de commerce coopératives, qui améliorent l'efficacité des filières qui exploitent les ressources naturelles de manière durable et favorisent, au bout du compte, la mise en place d'un environnement social et culturel propice à l'autonomisation économique des femmes dans le cadre d'entreprises agroalimentaires écologiques. Enfin, les

innovations numériques servent d'accélérateurs de durabilité des systèmes agroalimentaires. Plus particulièrement, la FAO Liban a aidé le pays à introduire des outils comme la Plateforme de registre agricole et le [portail de données sur la productivité de l'eau \(WaPOR\)](#). Le Registre agricole améliore la transparence des interventions gouvernementales et aide les agriculteurs à accéder aux régimes de protection sociale (pour plus d'informations, voir l'encadré ci-dessous), tandis que le WaPOR implique les communautés locales dans la collecte de données en vue d'un partage transparent des informations hydrologiques et de la création d'un système d'information sur l'eau, qui contribue ainsi à la sécurité hydrique et alimentaire de toutes les parties prenantes. Ces approches contribuent à une gestion durable des ressources naturelles pour des écosystèmes plus sains dans le contexte des changements climatiques, ainsi qu'au renforcement des chaînes d'approvisionnement pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience des acteurs du secteur agroalimentaire dans le cadre de l'approche des liens du développement humain, indispensable dans un environnement complexe et volatil comme celui du Liban.

Outre les trois approches systémiques décrites ci-dessus, le **processus de consultation nationale par le dialogue multipartite dirigé par le Gouvernement**, qui vise à réformer le cadre institutionnel et les instruments politiques régissant le système agroalimentaire du pays, constitue un autre moteur de la transformation des systèmes agroalimentaires au Liban.

REGISTRE AGRICOLE AU LIBAN

EXPÉRIENCE /  LIBAN

En mars 2023, le Ministère de l'agriculture du Liban a lancé le [Registre agricole](#) en coopération avec la FAO. Financé par l'Union européenne (UE), le Registre agricole comprend des renseignements sur les exploitations, des données d'identification des parcelles et emplacements, des indications sur les moyens de subsistance des agriculteurs et des informations socioéconomiques, démographiques et sur les ménages agricoles. Cette initiative vise à enregistrer les personnes exerçant une activité agricole et cible, dans sa première phase, 50 000 exploitants dans tout le pays. Ce registre servira à gérer les données d'environ 170 000 agriculteurs et agricultrices au Liban et fournira des informations précises sur tous les détails du secteur agricole, les superficies cultivées et la qualité des cultures, améliorant ainsi la capacité à déterminer les quantités à produire et à faire correspondre les besoins aux capacités et servant de référence pour le développement et l'organisation du système agroalimentaire. Le Ministère de l'agriculture a lancé une [campagne](#) de communication pour sensibiliser les personnes concernées à l'importance du registre et les inviter à s'y inscrire.

CONCLUSIONS DE LA TABLE RONDE

Le webinaire visait à répondre aux questions fondamentales suivantes:

- **Quelles sont les stratégies, incitations et solutions technologiques les plus efficaces et les plus réalistes à adopter pour assurer l'écologisation des systèmes agroalimentaires dans la région méditerranéenne, et quelle forme la collaboration entre la sphère politique, le monde de la recherche et le milieu professionnel peut-elle prendre pour en assurer la mise en œuvre?**
- **Comment les parties prenantes peuvent-elles collaborer pour relever les défis et combler les lacunes en matière de connaissances, de recherche et d'innovation et assurer ainsi l'instauration de systèmes agroalimentaires durables en Méditerranée?**

La table ronde a permis à plusieurs groupes de parties prenantes de partager leurs expériences.

EXPLOITER LES POLITIQUES POUR VERDIR LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Certaines des solutions mises en place pour transformer les systèmes agroalimentaires dans la région méditerranéenne ont été présentées par:



Centre technologique BETA de l'Universitat de Vic-Universitat Central de Catalunya (UVic-UCC) représenté par M. Joan Colón Jordá, Chef de l'Unité pour la comptabilité et l'optimisation de la durabilité.

Le Centre a été créé en juin 2014 pour donner un coup de pouce définitif aux activités de recherche dans le domaine des technologies environnementales. Il a pour mission principale d'être un acteur important pour le développement technologique, l'amélioration de la compétitivité et la qualité de vie des sociétés rurales. Le Centre vise à devenir l'un des pionniers de l'intégration de la durabilité environnementale, économique et sociale dans les secteurs industriels, ainsi qu'à développer sa capacité à exercer une influence directe sur l'administration publique à tous les niveaux, afin d'accompagner l'élaboration de politiques environnementales fondées sur des données probantes.



Comité des organisations professionnelles agricoles – Confédération générale des coopératives agricoles (COPA COGECA) représenté par M. Bernard Ader, Vice-Président.

COPA représente plus de 22 millions d'agriculteurs et agricultrices européennes et leurs familles, dans le but de défendre conjointement avec ses membres les intérêts du secteur agricole auprès des institutions européennes et d'autres parties prenantes pertinentes. COGECA représente les intérêts généraux et spécifiques des coopératives agroalimentaires, sylvicoles et halieutiques européennes auprès des institutions européennes et d'autres organisations socioéconomiques contribuant au processus décisionnel à l'échelle européenne.

La [politique agricole commune \(PAC\) européenne](#), entrée en vigueur en 2023, comprend plusieurs priorités et initiatives clés visant à améliorer les systèmes agroalimentaires dans les 27 pays de l'Union européenne (UE). La première préoccupation au sein de l'UE est de **restaurer la biodiversité**, qui a subi des dégradations et a donc besoin d'une attention immédiate. Le deuxième aspect central porte sur la **décarbonation de l'agriculture**: l'amélioration des pratiques agricoles, le piégeage du carbone et les techniques agricoles innovantes permettront d'atteindre cet objectif multidimensionnel. Un autre élément clé de la stratégie est la promotion d'une **économie circulaire**, qui relève le défi de l'abandon d'un modèle de production et de consommation mondialisées et l'adoption d'un modèle qui favorise la production locale. La notion de souveraineté alimentaire, dont l'importance a été renforcée par les perturbations causées récemment par la pandémie de COVID-19 et le conflit en Ukraine, souligne le besoin d'une production locale. De plus, la France plaide pour une production responsable qui tienne compte des considérations écologiques et pratiques éthiques, ainsi que du traitement équitable et du bien-être des personnes travaillant dans le secteur agricole. L'accent mis sur la **responsabilité sociale** s'aligne sur les préoccupations des institutions financières, de plus en plus attentives au caractère vertueux et à la viabilité environnementale de leurs investissements.

LES INNOVATIONS ORGANISATIONNELLES ET CELLES NUMÉRIQUES ACCÉLÈRENT LA CROISSANCE VERTE

Des stratégies ont été mises en place pour atteindre ces objectifs. **L'UE a recours à une double approche qui encourage les bonnes pratiques grâce au financement et à la mise en œuvre de mesures réglementaires** visant à accélérer les progrès. En France, un effort concerté a été déployé pour décarboner différents secteurs, y compris l'agriculture et l'industrie agroalimentaire. L'objectif global consiste à améliorer

l'efficacité de la production tout en réduisant la consommation de carbone et d'énergie.

L'**agriculture carbonée** fournit un bon exemple d'approche favorisant le piégeage du carbone et améliorant la santé des sols et la biodiversité grâce à des compensations financières pour la production de crédits carbone. Ces dernières années, l'agriculture carbonée est devenue un

modèle commercial qui encourage les agriculteurs à adopter des pratiques agricoles durables qui réduisent les émissions et piègent et stockent le carbone, comme l'agriculture régénératrice. Le potentiel de piégeage du carbone dans les sols méditerranéens varie entre 0,5 et 7 tonnes de CO₂ par hectare et par an environ³. Dans la région, l'agriculture régénératrice englobe différentes activités comme la préservation des couverts végétaux naturels, le non-travail du sol ou les méthodes d'ensemencement direct, le recours aux engrais biologiques comme le compost et les digestats, ou encore l'intégration de

l'agroforesterie. Ces techniques offrent différents avantages à la fois environnementaux et sociaux. Outre la fixation du carbone, elles ont un impact positif sur la biodiversité et l'utilisation d'eau, et réduisent efficacement l'érosion des sols. Les oliviers et les vignes sont les principales cultures associées aux demandes de crédits carbone en Méditerranée, mais des crédits ont aussi été appliqués à la production de fruits et de céréales. La stratégie relative à l'agriculture carbonée passe par la production et la vente de crédits carbone, dans le cadre de deux approches principales: celle fondée sur l'action, où des compensations sont prévues pour certaines mesures spécifiques, et celle fondée sur les résultats, qui conditionne la délivrance de crédits à la baisse attestée des émissions. À l'heure actuelle, la plupart des initiatives interviennent sur des marchés volontaires du carbone. La procédure d'obtention de crédits carbone implique généralement trois acteurs principaux: l'agriculteur, des entreprises intermédiaires chargées de la gestion des stratégies volontaires en matière de carbone, et l'acheteur de crédits carbone. Certaines entreprises comme BALAM Agriculture, Azolla Projects (voir l'encadré ci-dessous), [Agreena](#), [Climate Farmers](#) et CREDITS jouent un rôle central dans la gestion de l'agriculture régénératrice en Europe, en agissant comme

intermédiaires entre les agriculteurs et les acheteurs. Les crédits carbone sont ensuite généralement vendus sur des marchés communs comme [Climate Trade](#) et la [Bank of Climate](#).

Bien que des progrès aient été accomplis, il faut reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire pour comprendre et mettre en œuvre pleinement ces initiatives «vertes». Les recherches actuelles, qui mobilisent de nombreuses parties prenantes, contribuent à cet effort. Les **coopératives agricoles apparaissent comme des structures viables pour éduquer, soutenir, former et faciliter l'adoption de pratiques d'agriculture de conservation et d'agriculture régénératrice**. Ces pratiques supposent de réapprendre l'art d'associer les cultures, d'exploiter les sols et de procéder à la rotation des cultures, en d'autres termes, de retourner vers des pratiques plus durables écartées pendant l'ère de l'agriculture à forte intensité de produits chimiques. De plus, les abondantes ressources solaires disponibles dans certaines régions, notamment la Méditerranée, donnent l'occasion d'exploiter l'énergie solaire, qui peut à son tour considérablement améliorer la durabilité du secteur agricole. Le recours à l'énergie solaire pour retenir le carbone est un moyen de financer et d'instaurer un secteur agricole hautement productif dans la région.

INITIATIVES D'AGRICULTURE CARBONÉE EN ESPAGNE

EXPÉRIENCE /  ESPAGNE


En Espagne, l'[Alliance pour l'agriculture régénératrice](#) teste un projet en Catalogne, en Aragon, dans la région de Valence et en Andalousie, dans le cadre duquel elle pratique l'agriculture régénératrice sur 5000 hectares dans le but de vendre des crédits à partir de 2024, en collaboration avec [Azolla Projects](#) et d'autres parties prenantes comme le Centre technologique BETA de l'UVic-UCC. [BALAM Agriculture](#) met en œuvre dans différentes régions du pays le programme [Cultiva Carbono](#) («agriculture carbonée»), composé de six projets, qui a permis de piéger quasiment 150 000 tonnes de CO₂ en 2023. Parmi les exploitations participantes, une [exploitation](#) productrice d'huile d'olive à Carmona, près de Séville, a déjà absorbé plus de 3000 tonnes de CO₂ au cours des deux dernières années, à partir desquelles elle a généré des crédits vendus sur le marché à un prix de 35 euros la tonne. Les responsables de l'exécution du projet espèrent produire plus de 10 000 crédits supplémentaires au cours des dix prochaines années.

MOBILISER DES INVESTISSEMENTS, DES FINANCEMENTS ET DES INNOVATIONS EN VUE DE L'INSTAURATION DE SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES ÉCOLOGIQUES

Les points de vue sur le rôle des investissements et des innovations dans la transformation des systèmes agroalimentaires ont été présentés par:

 [Conseil des entreprises pour le développement durable Türkiye \(SKD Türkiye\)](#)
représenté par Mme Ebru Edin, Présidente.

SKD Türkiye, une association professionnelle créée en 2004 sous la direction de 13 représentants du secteur privé, n'accepte que les adhésions d'entreprises. Les membres de cette plateforme axée sur la durabilité apprennent les uns des autres et s'inspirent des bonnes pratiques de chacun. Les entreprises adhérentes produisent de la valeur ensemble, sont en contact les unes avec les autres et interagissent avec des partenaires solides. Compte tenu du caractère international du Conseil, ses membres bénéficient des développements mondiaux et nationaux et accumulent des connaissances sur la durabilité. Grâce à l'expertise ainsi acquise, elles impulsent leur propre parcours en matière de durabilité.

 [Union Méditerranéenne des Confédérations d'Entreprises \(BUSINESSMED\)](#)
représenté par Mahdi Khomsi, Coordonnateur de projet.

Créée en 2022, BUSINESSMED est une plateforme de coopération multilatérale qui favorise les investissements directs à l'étranger, ainsi que le dialogue et l'intégration socioéconomique en Méditerranée. Il s'agit de l'un des principaux pôles de développement économique axés en priorité sur le secteur privé, qui cherche à améliorer les échanges entre l'Union européenne et les pays méditerranéens, à multiplier les transferts de technologies et de savoir-faire vers les pays de la Méditerranée du Sud, à accroître les flux d'investissements directs à l'étranger, à instaurer un cadre réglementaire pour les investisseurs, à créer des partenariats entre différentes communautés d'affaires de la région, à faire du lobbying et à plaider pour une plus grande participation du secteur privé à l'élaboration des politiques en vue de la création d'une zone de libre-échange prospère en Méditerranée.

La crise climatique a eu des répercussions notables sur le secteur agroalimentaire méditerranéen, donnant lieu à plusieurs changements à l'échelle micro et macro, en particulier dans certains domaines comme la gestion de l'eau, la sécurité alimentaire et la nutrition. Il convient de préciser que le secteur agroalimentaire est responsable de près de 18 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre⁴ tout en bénéficiant de financements disproportionnellement faibles pour lutter contre les changements climatiques. De plus, la région a d'importants besoins en eau: la demande dépasse en effet les 75 pour cent en raison du climat aride qui la caractérise, contre une moyenne mondiale de 70 pour cent. Dans le cas de la Turquie, près de 30 pour cent du territoire devraient figurer dans la catégorie des zones arides ou semi-arides à l'avenir, et l'utilisation d'eau devrait tripler au cours des 25 prochaines années, intensifiant ainsi la demande de financements dans un contexte marqué par des ressources hydriques limitées.

Si l'on prend l'exemple de la Turquie, le pays se classe à la huitième place à l'échelle mondiale en termes de productivité agricole et de valeur de rendement. En 2022, 16 pour cent de la main-d'œuvre turque travaillait dans le secteur agroalimentaire, contribuant au PIB national à hauteur de 5,8 pour cent⁵. Il convient de noter que la production de fruits et de légumes en Turquie dépasse la moyenne mondiale, ce qui représente un défi multidimensionnel, mais aussi l'occasion de mettre en place des mesures porteuses de transformation. Le secteur agroalimentaire peut jouer un rôle central dans les efforts visant à lutter contre le réchauffement mondial, en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre et en renforçant les puits de carbone terrestres. Les ressources financières nécessaires à la promotion d'une transition durable du secteur agroalimentaire demeurent toutefois très insuffisantes.

Pour remettre en contexte le paysage financier, il est impératif d'adopter une perspective plus large. Selon la revue annuelle du secteur bancaire mondial de McKinsey, un investissement annuel de 1500 milliards d'USD est une condition *sine qua non* de la finance durable entre 2021 et 2030⁶. Pour reprendre le cas de la Turquie, le secteur agricole se situe bien en dessous de la moyenne générale en matière d'investissements. Il ne représentait en effet que 1,3 pour cent des investissements totaux en 2023. La part de crédit s'élève à environ 4 pour cent, et 40 pour cent de ces prêts sont à court terme. Il est regrettable de noter que les incitations agricoles ne perçoivent que 1 pour cent des incitations totales accordées par le Ministère de l'industrie et de la technologie⁷. Cette disparité entre les financements, d'une part, et les besoins et la contribution du secteur agroalimentaire à l'économie, d'autre part, est flagrante.

Dans toute la région, la transformation du secteur agroalimentaire et sa capacité à s'adapter aux défis que représente la crise climatique passent par l'obtention des fonds nécessaires et l'instauration d'un environnement politique favorable. Des

éléments essentiels comme les **projets d'irrigation et les investissements qui les accompagnent demeurent sous-financés**.

Si les banques ont lancé plusieurs produits financiers, ceux-ci doivent être développés davantage. Pour répondre efficacement à ces défis, **il convient de mettre en place des régimes structurés de financement** afin de faciliter la participation du secteur bancaire. De plus, un défi de taille réside dans la nécessité de développer l'offre financière aux prêts aux petites entreprises, que les banques ne sont pas toujours bien équipées pour gérer. Les politiques gouvernementales sont essentielles pour attirer les investissements. En Turquie, par exemple, les initiatives actuelles, y compris la loi climatique et le [Plan d'action du Pacte vert](#), sont en voie d'attirer l'attention du secteur privé, des producteurs et des institutions financières et donc d'encourager l'agriculture et la production alimentaire durables. Une approche similaire encourageant les producteurs, les agriculteurs et les entreprises alimentaires à donner la priorité aux investissements dans l'agriculture durable est nécessaire pour stimuler la demande de produits alimentaires durables de la part des consommateurs.

Encore une fois, l'agriculture carbonée, dans le cadre de laquelle les agriculteurs peuvent certifier et vendre le carbone piégé dans le cadre de leurs pratiques, illustre bien l'attraction des investissements. Ces opportunités peuvent inciter les agriculteurs

à investir dans l'agriculture durable. Parmi les autres domaines d'investissements potentiels, nous pouvons citer l'augmentation de la production d'équipements agricoles, le recours à des pratiques agricoles innovantes, le passage à un parc de véhicules réfrigérés électriques ou alimentés à l'hydrogène, la mise en place d'installations de stockage réfrigérées, l'utilisation de matériel d'emballage respectueux de l'environnement et l'adoption de technologies du biogaz. L'énergie solaire semble, elle aussi, prometteuse pour la

production agricole, les banques offrant un soutien important au financement des panneaux et centrales solaires, ce qui représente un fort potentiel en matière d'investissements.

Dans la région méditerranéenne, la plupart des protagonistes de la production agroalimentaire sont des entreprises familiales ou de petite taille. Leur accès aux financements, nécessaire pour améliorer l'efficacité agricole grâce aux investissements et coûts de fonctionnement, est donc sérieusement limité. Il est donc important d'agir en **partenariat avec différentes parties prenantes** de différents pays, tous déterminés à favoriser l'innovation au sein des PME et à leur fournir l'aide technique et financière dont elles ont besoin. C'est pour cette raison que BUSINESSMED a rejoint, fin 2021, le Partenariat méditerranéen pour l'innovation (MIP) dirigé par le CIHEAM, qui a pour objectif de renforcer l'écosystème entrepreneurial et innovateur de la Méditerranée. Dans ce cadre, un rapport annuel effectue une évaluation exhaustive du paysage entrepreneurial agroalimentaire en constante évolution de la région et examine les solutions que la jeune génération peut mettre en place pour favoriser l'innovation au sein des entreprises

LES INNOVATIONS FINANCIÈRES FAVORISENT DES PRATIQUES AGROALIMENTAIRES DURABLES

agroalimentaires. Il est bien connu que la plupart des petites et moyennes entreprises (PME) méditerranéennes sont confrontées à des problèmes pressants tels que la compétitivité, la durabilité, la mondialisation et l'innovation. Ces difficultés nécessitent des solutions innovantes pour faciliter la croissance et la longévité de ces entreprises. La quête d'une économie plus verte et la

préservation des actifs naturels offrent en même temps des avantages économiques et environnementaux. Pour exploiter ce potentiel, des initiatives sont mises en œuvre dans la région pour encourager la mise en place de modèles commerciaux à la fois innovants et durables (voir encadré ci-dessous).

PROJET «INVESTMED»: DES START-UP INNOVANTES ET DURABLES POUR LA MÉDITERRANÉE

EXPÉRIENCE / MÉDITERRANÉE

[INVESTMED](#) est un projet financé par l'UE (3,4 millions d'euros) dans le cadre du [Programme IEV CTF Med](#), qui a pour objet d'appuyer la création de nouvelles initiatives commerciales et entrepreneuriales durables en favorisant l'accès aux nouveaux marchés, dans le but final de produire de meilleures opportunités économiques et de meilleurs emplois pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. Cette entreprise concerne différents domaines, y compris l'économie verte, le secteur agroalimentaire et l'économie bleue. Le projet est conçu pour répondre aux priorités économiques et environnementales et s'attache à favoriser les pratiques commerciales durables en Égypte, au Liban et en Tunisie. Il s'agit d'un bon exemple de collaboration avec les universités et les instituts de recherche pour favoriser la création de nouveaux modèles commerciaux dans le secteur de la durabilité. Ce projet a par ailleurs bénéficié d'un soutien financier essentiel, illustrant le rôle central que joue le financement dans la durabilité. Afin de renforcer l'impact, trois organisations de soutien aux entreprises ont reçu des fonds pour les aider à reproduire cette approche et ainsi élargir la portée du projet et venir en aide à une population plus large. Trente-huit sous-subsventions ont par ailleurs été attribuées à des PME cherchant à innover et à améliorer leurs capacités techniques, leur permettant d'accéder à de nouveaux marchés et d'accroître leurs efforts en matière d'innovation. Le soutien s'étend aux modèles commerciaux innovants, en mettant l'accent en particulier sur certains domaines comme les chaînes d'approvisionnement circulaires, axées sur la réduction du gaspillage, l'optimisation des ressources et la promotion du recyclage et de la réutilisation, ainsi que sur les initiatives visant à réduire le gaspillage alimentaire et à encourager la valorisation des objets.

PROJET «NATIOONS»: SOUTENIR LE PACTE POUR DES SOLS SAINS EN EUROPE DANS LES COMMUNAUTÉS NATIONALES

EXPÉRIENCE / MÉDITERRANÉE

[NATIOONS](#) (financé par l'UE pour un montant de 3 millions d'euros) a pour objectifs principaux de créer des liens avec les parties prenantes régionales et nationales et de les préparer à demander l'instauration et la mise en œuvre de laboratoires vivants sur la santé des sols, afin de faciliter le déploiement de la Mission de l'UE sur les sols en Europe durant la majeure partie de la première phase «d'initiation et de pilotage» (2021-2025). L'idée est la suivante: les laboratoires vivants, lorsqu'ils sont bien compris et appliqués de manière efficace dans le secteur de l'enseignement supérieur, peuvent devenir des outils incontournables pour favoriser la collaboration et l'innovation. Ces laboratoires vivants réunissent des parties prenantes clés déterminées à relever les défis pertinents en mettant l'accent sur les questions liées aux sols. En encourageant cette approche, on espère déverrouiller le potentiel d'idéation collective et participative impliquant divers acteurs de l'écosystème. Une telle approche peut produire des solutions percutantes pour le secteur agroalimentaire. Des efforts sont activement déployés dans ce cadre pour organiser des événements favorisant l'engagement national, créer des plateformes de mise en relation pour établir les laboratoires en question et faciliter l'accès à des fonds de l'UE, notamment par l'intermédiaire du programme Horizon.

LE PARTENARIAT MÉDITERRANÉEN POUR L'INNOVATION (MIP)

COLLABORATION / MÉDITERRANÉE

Le [Partenariat méditerranéen pour l'innovation – Réseau pour l'entrepreneuriat des jeunes et le transfert technologique dans le secteur agroalimentaire](#) a pour but de favoriser le partage, la coproduction et la transmission de connaissances au profit de l'entrepreneuriat, de la création d'entreprises et de l'innovation. Avec la création d'un écosystème d'innovation à l'échelle méditerranéenne, MIP s'efforce de renforcer la collaboration entre les institutions publiques et les organismes de soutien à l'innovation pour contribuer à la création d'entreprises agroalimentaires par de jeunes entrepreneurs et à l'innovation dans ce domaine. Créé en 2016 et géré par CIHEAM Bari, il s'agit du premier réseau méditerranéen pour l'entrepreneuriat des jeunes et le transfert technologique dans le secteur agroalimentaire qui réunit les pays méditerranéens suivants: Albanie, Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Tunisie et le Groupe de travail permanent des organisations intergouvernementales internationales dans le Sud-Est de l'Europe. D'autres organisations internationales se sont jointes au réseau MIP: le Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), l'Université euro-méditerranéenne (EMUNI), l'Institut de recherche agricole du Liban (LARI), BusinessMed, l'Union des universités de la Méditerranée (UNIMED) et le Réseau international pour les petites et moyennes entreprises (INSME).

L'importance des mesures stratégiques pour favoriser la transformation des systèmes agroalimentaires a été illustrée par:



Ministère de l'agriculture de la Jordanie

représenté par Mme Nada AlFihat, Cheffe du service des organisations de la Direction des accords et de la coopération internationale.

Le Ministère jordanien de l'agriculture joue un rôle central dans les efforts déployés par le pays pour garantir la sécurité alimentaire, encourager les pratiques agricoles durables et améliorer les moyens d'existence de ses communautés rurales. Avec une histoire riche et profondément enracinée dans l'agriculture, la Jordanie reconnaît l'importance de ce secteur pour son économie et sa société. Le Ministère est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques agricoles, du soutien aux paysans et des avancées en matière de recherche et d'innovation dans le domaine agricole. Il recherche l'équilibre entre les méthodes agricoles traditionnelles et les techniques modernes, et relève les défis comme les pénuries d'eau et les changements climatiques tout en favorisant la croissance agricole et la résilience dans le Royaume.

En Jordanie, le gouvernement a mis en place plusieurs **initiatives stratégiques** pour améliorer la résilience et la durabilité de ses systèmes agroalimentaires. Ces initiatives portent sur plusieurs aspects, tels que la gestion de l'eau, la modernisation de l'agriculture, l'appui à la production locale, la sécurité alimentaire, la promotion d'une alimentation plus saine, la réduction du gaspillage alimentaire et le renforcement de la réglementation de la sécurité sanitaire des aliments. À cet égard, le [Programme gouvernemental de priorités économiques 2021-2023](#) a érigé le secteur agroalimentaire en pilier de la croissance. Le gouvernement a par conséquent adopté son *Plan national pour l'agriculture durable (2022-2025)* en janvier 2022 (voir l'encadré ci-dessous) et sa toute première [Stratégie nationale de sécurité alimentaire \(2021-2030\)](#) en juin 2021. De plus, dans le cadre du processus du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires lancé en 2021, la Jordanie a développé sa [trajectoire nationale](#) pour la transformation des systèmes agroalimentaires.

En parallèle, le Ministère de l'agriculture œuvre à la **restructuration des incitatifs et subventions agricoles** afin d'encourager la productivité et l'efficacité d'utilisation de l'eau, faciliter la modification des modèles cultureux et encourager l'adoption de technologies économes en eau et climato-intelligentes. Ces incitatifs peuvent prendre la forme de prêts subventionnés, de conditions de prêts compétitives ou d'aides à l'investissement pour les pratiques climato-intelligentes. En 2022, le Ministère a réservé approximativement 2,5 millions de JOD (3,5 millions d'USD) pour subventionner les taux d'intérêt des prêts agricoles destinés à financer près de 3 000 projets relatifs aux technologies d'utilisation rationnelle de l'eau d'irrigation d'une valeur estimée d'environ 28 millions de JOD (39,5 millions d'USD).

La [Banque mondiale](#) aide par ailleurs le Gouvernement jordanien à adopter une approche multidimensionnelle pour stimuler la résilience du système alimentaire. Cette aide prend notamment la forme d'investissements dans la production agricole climato-intelligente qui créent des emplois et renforcent les capacités d'une nouvelle génération d'agriculteurs et de spécialistes agricoles à piloter l'adoption de techniques agricoles économes en eau et

résistantes au climat par l'adoption continue de bonnes pratiques et d'innovations. Tout ceci s'aligne sur la nouvelle *Stratégie nationale de sécurité alimentaire* du pays (voir plus haut). Dans ce cadre, la Banque mondiale a notamment financé le [programme Agriculture, Résilience, Développement des filières et Innovation \(ARDI\)](#), lancé début 2023, qui fournira à environ 30 000 ménages agricoles les fonds nécessaires à l'adoption de pratiques agricoles climato-intelligentes. Le programme s'appuie sur le projet pilote actuel [Explorer une agriculture à forte valeur ajoutée, socialement inclusive et économe en eau](#), qui encourage l'adoption d'un modèle d'entreprise sociale innovante pour la production commerciale de

fruits et de légumes dans les zones marginalisées à l'aide de technologies hydroponiques très économes en eau. Le programme devrait générer près de 12 000 emplois, destinés en particulier aux femmes et aux jeunes.

Des efforts sont par ailleurs déployés pour résoudre les problèmes de pertes et de gaspillage alimentaire. La Jordanie fait face à de grosses difficultés en la matière, avec près d'un million de tonnes d'aliments gaspillés signalés en 2021 par le PNUE⁸. Pour relever ces

défis, le **Ministère de l'agriculture** a lancé une initiative intitulée «*Zéro gaspillage alimentaire*» en 2022, avec l'aide de la FAO et du Programme alimentaire mondial (PAM), dont l'objectif est de s'attaquer aux causes profondes du gaspillage et de trouver des solutions pour transformer les déchets en ressource aux fins d'alimentation animale, d'énergie et d'engrais. Cette initiative s'aligne sur la *Stratégie nationale en matière de sécurité alimentaire* et vise à déployer un certain nombre d'interventions pour mieux comprendre la question des pertes et du gaspillage alimentaires, assurer la sensibilisation des producteurs et consommateurs et favoriser les comportements positifs et responsables. Grâce à une approche globale des systèmes agroalimentaires, l'initiative appliquera des méthodes innovantes pour atteindre ses objectifs. De plus, et toujours dans le cadre de cette initiative et en collaboration avec la FAO et le PAM, le Ministère de l'agriculture a lancé un [projet porteur](#) visant à autonomiser et soutenir les initiatives locales œuvrant en faveur de la gestion du gaspillage alimentaire en Jordanie.

**UN ENVIRONNEMENT
POLITIQUE
FAVORABLE EST
ESSENTIEL POUR
DÉBLOQUER DES
FONDS POUR LA
TRANSFORMATION**

Lancé en janvier 2022, le [Plan national pour une agriculture durable](#) s'attache à relever les défis que rencontre le secteur agroalimentaire jordanien: les changements climatiques, les ressources limitées en eau, l'instabilité régionale, l'insuffisance des ressources financières pour les investissements en capitaux agricoles, l'absence d'opportunités de commercialisation, et le sous-développement des organisations paysannes. Pour relever ces défis, le plan définit ses trois objectifs principaux:

1. Améliorer les conditions de vie des agriculteurs en réduisant les coûts de production, en améliorant la qualité des produits, en ouvrant de nouveaux marchés d'exportation, en attirant des investissements privés dans la chaîne de valeur, en soutenant les femmes et les jeunes du secteur et en améliorant la gestion des risques agricoles.
2. Améliorer la productivité du secteur en introduisant des cultures efficaces, en créant des partenariats avec le secteur privé pour étendre les activités agricoles à de nouvelles régions, en améliorant les services vétérinaires, en restaurant les terres arides de la région de Badia, en améliorant les services de vulgarisation agricole (y compris les moyens numériques) et en mettant en œuvre des programmes de boisement.
3. Encourager l'utilisation efficiente de l'eau et des ressources d'irrigation, notamment en favorisant le recours aux technologies économes en eau, le recueil de l'eau de pluie et les pratiques agricoles climato-intelligentes.

Pour atteindre ces objectifs, le plan propose des réformes politiques et des investissements dans six domaines prioritaires, mobilisant plusieurs agences gouvernementales comme le Ministère de l'agriculture, le Ministère des finances, le Centre national de recherche agricole, la Société de crédit agricole, les municipalités, les donateurs et le secteur privé. Au total, le plan prévoit 75 activités relevant de ces six domaines prioritaires.

DES SOLUTIONS COLLABORATIVES À DES DÉFIS INTERCONNECTÉS

Les observations finales ont été prononcées par:



Union pour la Méditerranée (UpM)

représenté par M. Giuseppe Provenzano, Responsable de projet.

L'UpM est une organisation euroméditerranéenne intergouvernementale qui rassemble tous les pays de l'Union européenne et 15 pays de la Méditerranée du Sud et orientale. La mission de l'UpM est d'améliorer la coopération régionale, le dialogue et la mise en œuvre de projets et d'initiatives ayant un impact tangible sur les citoyens et citoyennes, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes, afin de répondre aux trois objectifs stratégiques de la région: stabilité, développement humain et intégration. Les activités de l'UpM dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche contribuent à promouvoir la coopération régionale dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, ainsi que la formation et la mobilité professionnelles, afin de mettre en place un programme positif pour les jeunes de la région Méditerranée en améliorant leur capacité d'insertion professionnelle, en encourageant le dialogue interculturel et en prévenant l'extrémisme.

Les systèmes agroalimentaires de la Méditerranée sont marqués par les liens qui unissent différentes questions fondamentales comme l'environnement, l'eau, la recherche, l'innovation et l'éducation. Ces liens sont reflétés dans les programmes régionaux comme le [Programme de recherche et d'innovation](#) et l'[Agenda 2030 GreenerMed](#) de l'UpM. **La recherche, l'innovation, le savoir, la science et les compétences constituent des outils indispensables favorisant la croissance verte.** L'importance de la formation et du développement des compétences est particulièrement marquée dans une région où une part importante de la population (environ 70 pour cent⁹) a moins de 30 ans. Les systèmes agroalimentaires restent une pierre angulaire de la croissance nationale dans les stratégies de nombreux gouvernements; toutefois, les défis, anciens et nouveaux, persistent, appelant à une redéfinition de ces systèmes. La présence de 180 millions de personnes faisant face à des pénuries d'eau¹⁰, à une baisse des rendements agricoles due aux changements climatiques et au réchauffement de la

Mer Méditerranée (deux fois le taux mondial moyen par rapport à la période préindustrielle) et l'accès toujours limité des petits exploitants aux financements et technologies peuvent être réglés à l'aide de nouvelles opportunités d'emploi et de formation accélérant réellement une transformation des systèmes agroalimentaires axée sur une population jeune florissante.

Cette situation met en lumière le **besoin d'agir de toute urgence pour instaurer une approche collaborative multipartite** destinée à assurer une transformation durable des systèmes agroalimentaires et impliquant les organisations internationales, les gouvernements, le secteur privé, les coopératives, les universités et les instituts de recherche. Dans ce contexte, la Plateforme SFS-MED (voir l'encadré ci-dessous) sert de base commune au dialogue régional cherchant à améliorer l'innovation, la viabilité environnementale et la prise de conscience sociale dans la quête d'un système alimentaire régional plus durable.

La [Plateforme SFS-MED](#) est une initiative pluripartite codirigée par la FAO, le CIHEAM, l'UpM et PRIMA, prenant la forme d'un projet affilié du Programme SFS du réseau One Planet. Elle agit comme **forum** de dialogue et de collaboration pluripartite, **réseau** favorisant le partage de connaissances et le renforcement des capacités, et **moteur** de coopération régionale sur des thématiques prioritaires pour la transformation des systèmes agroalimentaires durables en Méditerranée. Ouverte à toutes les parties prenantes des systèmes agroalimentaires de la région méditerranéenne, elle vise à créer une communauté pour exploiter et partager les connaissances, l'expérience et les compétences des acteurs des systèmes agroalimentaires dans la région afin de mettre en place une action concertée pour la transformation durable des systèmes agroalimentaires.

Contactez le [Bureau de coordination de la Plateforme SFS-MED](#) pour plus d'informations sur les modalités d'engagement.

REMERCIEMENTS

Ce webinaire a été conçu dans le cadre de l'initiative SFS-MED. Nous tenons à exprimer notre gratitude au Bureau de coordination de la Plateforme SFS-MED (CIHEAM, FAO, PRIMA, UpM), et plus particulièrement à l'équipe qui a assuré la conception de ce webinaire: Antonella Autino (PRIMA), Laura De Matteis (Division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments – ESF, FAO), Lucille Guiheneuf (PRIMA), Tommaso Mattei (ESF, FAO), Yasmine Seghirate (CIHEAM), Alessandra Sensi (UpM), José Valls Bedeau (ESF, FAO).

La mise en page graphique a été assurée par Simone Mari et la traduction par Angeline Hadman.

NOTES

¹Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. 2019. *World Population Prospects 2019: Highlights. (Perspective démographiques mondiales 2019: Points forts)*. ST/ESA/SER.A/423. New York, Nations Unies. Disponible (en anglais) à l'adresse: https://bit.ly/UNDESA_prospect

²Voir la note 1.

³McDonald, H., Frelih-Larsen, A., Lóránt, A., Duin, L., Pyndt Andersen, S., Costa, G. et Bradley, H. 2021. *Carbon farming – Making agriculture fit for 2030 (L'agriculture carbonée – Adapter l'agriculture à l'horizon 2030)*, Étude pour la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI). Luxembourg, Département thématique des politiques économiques, scientifiques et de la qualité de la vie, Parlement européen. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/48GlqKc>

⁴Türkiye Bankalar Birliği (TBB). 2023. *Tarım Sektörü Raporu*. İstanbul, Türkiye, TBB. Disponible (en turc) à l'adresse: <https://bit.ly/3Qp9Bj1>

⁵Voir la note 4.

⁶McKinsey & Company. 2022. *Banking on a sustainable path. Global Banking Annual Review 2022. (Le secteur bancaire sur la voie du développement durable. Revue annuelle du secteur bancaire mondial 2022)*. New York, McKinsey & Company. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://mck.co/45gZjqQ>

⁷Voir la note 4.

⁸Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). 2021. *Rapport 2021 du PNUE sur l'indice du gaspillage alimentaire*. Nairobi, PNUE. Disponible à l'adresse: <https://www.unep.org/fr/resources/rapport/rapport-2021-du-pnue-sur-lindice-du-gaspillage-alimentaire>

⁹Blöss-Widmer, I. 2022. Make Way for Numbers: The Age Race in the Mediterranean. («Laisser la place au plus grand nombre: la course de l'âge en Méditerranée») In: *Rapport annuel méditerranéen de l'EMed 2022*. Barcelone, Espagne, Institut européen de la Méditerranée (IEMed). Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://shorturl.at/iEGHM>

¹⁰MedECC. 2020. *Climate and Environmental Change in the Mediterranean Basin – Current Situation and Risks for the Future. First Mediterranean Assessment Report*. [Changements climatiques et environnementaux dans le Bassin méditerranéen – Situation actuelle et risques futurs. Premier rapport d'évaluation à l'échelle méditerranéenne] [Cramer, W., Guiot, J., Marini, K. (dir.)]. Marseille, France, UpM, Plan Bleu, PNUE/PAM. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.5281/zenodo.4768832>

RESSOURCES

Une vidéo du webinaire est disponible à [cette adresse](#). La note conceptuelle et l'ordre du jour sont disponibles à [cette adresse](#).

Publications

- **Barca, V. and Hebbbar, M.** 2023. *Farmer registries and social protection information systems: Harnessing interoperability to improve outcomes for rural populations.* («Registres agricoles et systèmes d'information sur la protection sociale: exploiter l'interopérabilité pour améliorer les conditions de vie des populations rurales»). Rome and Bonn, Germany. FAO and Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3teKtnk>
- **McDonald, H., Freluh-Larsen, A., Lóránt, A., Duin, L., Pyndt Andersen, S., Costa, G., and Bradley, H.** 2021. *Carbon farming – Making agriculture fit for 2030 (L'agriculture carbonée – Adapter l'agriculture à l'horizon 2030)*, Étude pour la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI). Luxembourg, Département thématique des politiques économiques, scientifiques et de la qualité de la vie, Parlement européen. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/48GlqKc>
- **McKinsey & Company.** 2022. *Banking on a sustainable path. Global Banking Annual Review 2022. (Le secteur bancaire sur la voie du développement durable. Revue annuelle du secteur bancaire mondial 2022).* New York, USA, McKinsey & Company. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://mck.co/45gZjqQ>
- **Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.** 2019. *World Population Prospects 2019: Highlights.* ST/ESA/SER.A/423. New York, Nations Unies. Disponible (en anglais) à l'adresse: https://bit.ly/UNDESA_prospect
- **Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).** 2021. *Rapport 2021 du PNUE sur l'indice du gaspillage alimentaire.* Nairobi, PNUE. Disponible à l'adresse: <https://www.unep.org/fr/ressources/rapport/rapport-2021-du-pnue-sur-lindice-du-gaspillage-alimentaire>
- **Réseau méditerranéen d'experts sur les changements climatiques et environnementaux (MedECC).** 2020. *Climate and Environmental Change in the Mediterranean Basin – Current Situation and Risks for the Future. First Mediterranean Assessment Report. (Changements climatiques et environnementaux dans le Bassin méditerranéen – Situation actuelle et risques futurs. Premier rapport d'évaluation à l'échelle méditerranéenne)* [Cramer, W., Guiot, J., Marini, K. (dir.)]. Marseille, France, UpM, Plan Bleu, PNUE/PAM. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.5281/zenodo.4768832>
- **Royaume hachémite de Jordanie.** 2021. *Stratégie nationale relative à la sécurité alimentaire 2021-2030.* Amman, Royaume hachémite de Jordanie. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3ZlhxAm>
- **Türkiye Bankalar Birliği (TBB).** 2023. *Tarım Sektörü Raporu.* İstanbul, Türkiye, TBB. Disponible (en turc) à l'adresse: <https://bit.ly/3Qp9Bj1>

Articles

- **Banque mondiale.** 2023. Food System Resilience in the Middle East and North Africa. («Résilience du système alimentaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord»). In: *Banque mondiale > Actualités.* Washington, D.C., Banque mondiale. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3QsyAC1>
- **Blöss-Widmer, I.** 2022. Make Way for Numbers: The Age Race in the Mediterranean. («Laisser la place au plus grand nombre: la course de l'âge en Méditerranée»). In: *Rapport annuel méditerranéen de l'IMed 2022.* Barcelone, Espagne, Institut européen de la Méditerranée (IEMed). Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://shorturl.at/iEGHM>
- **FAO.** 2023. Farmers' Registry – a key tool to expand coverage of social protection among farmers. («Registre agricole – un outil central pour améliorer la couverture de la protection sociale des agriculteurs»). In: *FAO Protection sociale.* Rome, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3LKgnym>
- **Lorenzon, F.** 2018. Farmers' Registry – a tool in support of small-scale agriculture and rural poverty reduction. («Registre agricole – un outil pour appuyer l'agriculture de petite échelle et réduire la pauvreté rurale»). In: *socialprotection.org.* Brasilia, Centre international de politiques pour la croissance inclusive (IPC-IG) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3tpURbK>
- **Nations Unies Jordanie.** 2023. The Ministry of Agriculture, WFP and FAO launch a food waste management enabler initiative. («Le Ministère de l'agriculture, le PAM et la FAO lancent une initiative favorisant la gestion des déchets alimentaires»). In: *Nations Unies Jordanie.* Amman, Nations Unies. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/461KybL>
- **Nations Unies Liban.** 2023. Register your farm, protect your rights! Launching of the Farmers' Registry. («Enregistrez votre exploitation, protégez vos droits! Lancement du Registre agricole»). In: *Nations Unies Liban.* Beyrouth, Nations Unies. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/46nPubM>
- **Pellicer, J.** 2023. La Agricultura Regenerativa en España lidera la búsqueda de soluciones al cambio climático. («L'agriculture régénératrice en Espagne à la tête de la recherche de solutions aux changements climatiques»). In: *Azolla Projects.* Barcelone, Espagne, Azolla Projects. Disponible (en espagnol) à l'adresse: <https://bit.ly/3tkD0TR>
- **The Jordan Times.** 2022. Agriculture Ministry launches 'No food waste initiative'. («Le Ministère de l'agriculture lance l'initiative "zéro gaspillage alimentaire"»). In: *The Jordan Times.* Amman, The Jordan Times. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3Q3jLXM>
- **The Jordan Times.** 2022. National Plan for Sustainable Agriculture launched. («Lancement du Plan national de l'agriculture durable»). In: *The Jordan Times.* Amman, The Jordan Times. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/48Eyi3s>

Pour plus d'informations et pour toute prise de contact: coordinationdesksfsmplatform@iamb.it

La plateforme SFS-MED est un projet affilié au Programme des systèmes agroalimentaires durables du réseau One Planet.

Le présent document a été fait avec l'aide financière de la part du Ministère des affaires étrangères et la coopération internationale d'Italie. Le contenu de la présente publication relève de la responsabilité exclusive de la FAO et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les points de vue du gouvernement italien.



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO

Pour plus d'informations et contacts:
coordinationdesksfsmplatform@iamb.it